

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/11958]

7 DECEMBRE 2016. — Arrêté royal portant approbation
des modifications au règlement de compensation de CANARA

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, l'article 132, § 2 ;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 2006 déterminant les conditions d'agrément et de contrôle de la Caisse de compensation des Catastrophes naturelles, l'article 2, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 27 février 2008 accordant l'agrément à la Caisse de compensation des Catastrophes naturelles et portant approbation de ses statuts et de son règlement de compensation ;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 2013 portant approbation des statuts du Fonds commun de Garantie, du Bureau belge des Assureurs automobiles et de CANARA ;

Vu l'arrêté royal du 13 mai 2016 portant approbation des modifications aux statuts du Fonds commun de Garantie, du Bureau belge des Assureurs automobiles et de CANARA ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de compensation de « CANARA », association sans but lucratif, numéro d'entreprise 0880.972.410, dont le siège social est situé rue de la Charité 33, bte 1-2, à 1210 Bruxelles, est approuvé tel qu'il a été modifié lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 mai 2016.

Art. 2. Le ministre qui a les Assurances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/11958]

7 DECEMBER 2016. — Koninklijk besluit tot goedkeuring
van de wijzigingen van het compensatiereglement van CANARA

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, artikel 132, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 december 2006 houdende de vaststelling van de toelatingsvoorwaarden en de controle op de Compensatiekas Natuurrampen, artikel 2, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 2008 tot verlening van de toelating aan de Compensatiekas Natuurrampen en tot goedkeuring van haar statuten en haar compensatiereglement;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 2013 tot goedkeuring van de statuten van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, het Belgisch Bureau van de Autoverzekeraars en CANARA;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 mei 2016 tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, het Belgisch Bureau van de Autoverzekeraars en CANARA;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het compensatiereglement van "CANARA", vereniging zonder winstoogmerk, ondernemingsnummer 0880.972.410, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Liefdadigheidsstraat 33, bus 1-2, te 1210 Brussel, wordt goedgekeurd zoals het werd gewijzigd tijdens de buitengewone algemene vergadering van 26 mei 2016.

Art. 2. De minister bevoegd voor Verzekeringen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,

K. PEETERS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/201810]

Extrait de l'arrêt n° 40/2017 du 22 mars 2017

Numéros du rôle : 6561 et 6575

En cause : les recours en annulation de l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier, introduits par le Gouvernement de la Communauté française et par la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédures*

L'affaire portant le numéro 6561 du rôle

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 décembre 2016 et parvenue au greffe le 15 décembre 2016, le Gouvernement de la Communauté française, assisté et représenté par Me D. Lagasse et Me G. Ninane, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 111/2016 du 14 juillet 2016 (publié au *Moniteur belge* du 4 octobre 2016).

Le 22 décembre 2016, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs P. Nihoul et E. Derycke ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

L'affaire portant le numéro 6575 du rôle

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 décembre 2016 et parvenue au greffe le 30 décembre 2016, la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois, assistée et représentée par Me J. Vanden Eynde et Me L. Delmotte, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un second recours en annulation de l'article 2 de la même ordonnance, également à la suite de l'arrêt de la Cour n° 111/2016.

Le 18 janvier 2017, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs F. Daoût et T. Merckx-Van Goey ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. En droit

(...)

B.1.1. Les recours en annulation portent sur l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier. Dans l'affaire n° 6575, la partie requérante précise que sa requête vise cette disposition, « tant dans son ancienne que dans sa nouvelle rédaction ».

B.1.2. L'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994, tel qu'il a été modifié par l'article 14 de l'ordonnance du 18 décembre 2015 portant la première partie de la réforme fiscale, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, dispose :

« Par dérogation à l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992, il n'y a pas d'exonération lorsque l'immeuble appartient, en propriété ou en copropriété :

1° soit à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution;

2° soit à l'autorité fédérale, à un organisme fédéral d'intérêt public ou à une entreprise fédérale, publique autonome, uniquement en ce qui concerne les propriétés visées à l'article 63, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ».

L'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994, dans sa version applicable avant le 1^{er} janvier 2015, disposait :

« Par dérogation à l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992, le précompte immobilier est immunisé à concurrence de 28 % du revenu cadastral lorsque l'immeuble appartient, en propriété ou en copropriété :

1° soit à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution;

2° soit à l'autorité fédérale, à un organisme fédéral d'intérêt public ou à une entreprise fédérale, publique autonome, uniquement en ce qui concerne les propriétés visées à l'article 63, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ».

L'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 1992) dispose :

« Est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral :

1° des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers visés à l'article 12, § 1^{er};

2° des biens immobiliers visés à l'article 231, § 1^{er}, 1°;

3° des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général : l'exonération est subordonnée à la réunion de ces trois conditions ».

Les biens visés à l'article 12, § 1^{er}, du même Code sont :

« [...] les [...] biens immobiliers ou [...] parties de biens immobiliers sis dans un Etat membre de l'Espace économique européen qu'un contribuable ou un occupant a affectés sans but de lucre à l'exercice public d'un culte, ou de l'assistance morale laïque, à l'enseignement, à l'installation d'hôpitaux, de cliniques, de dispensaires, de maisons de repos, de homes de vacances pour enfants ou personnes pensionnées, ou d'autres œuvres analogues de bienfaisance ».

B.2.1. Les recours sont introduits sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement de Communauté ou de Région, par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres ou par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 134 de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1^{er}. Le délai prend cours le lendemain de la date de la publication de l'arrêt au *Moniteur belge* ».

B.2.2. Par l'adoption de l'article 4, alinéa 2, précité, le législateur spécial a voulu éviter le maintien dans l'ordre juridique de dispositions que la Cour, sur question préjudicielle, a déclarées contraires aux règles que la Cour est habilitée à faire respecter (voy. *Doc. parl., Sénat, 2000-2001, n° 2-897/1, p. 6*).

B.2.3. Statuant sur un recours en annulation introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, la Cour peut donc être amenée à annuler la norme attaquée dans la mesure dans laquelle elle en a auparavant constaté l'inconstitutionnalité au contentieux préjudiciel.

B.3. Par son arrêt n° 111/2016 du 14 juillet 2016, la Cour a dit pour droit :

« L'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il soumet les bâtiments scolaires appartenant à une communauté, à une région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution à un régime fiscal moins favorable que les bâtiments scolaires qui appartiennent à d'autres autorités publiques ou à des particuliers ».

B.4. Les parties requérantes prennent un moyen unique de la violation, par la disposition attaquée, des articles 10, 11, 24 et 172 de la Constitution. Elles font valoir que la disposition attaquée crée une différence de traitement discriminatoire entre les communautés, les régions et les personnes morales de droit public qui en dépendent, qui ne sont pas exonérées, ou qui ne le sont qu'en partie, du précompte immobilier relatif aux bâtiments scolaires dont elles sont propriétaires et les autres autorités publiques et les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre, qui sont totalement exonérés du précompte immobilier relatif aux bâtiments scolaires dont ils sont propriétaires en vertu des articles 12, § 1^{er}, et 253 précités du CIR 1992.

B.5.1. Ainsi que la Cour l'a jugé par son arrêt n° 111/2016 précité, il n'y a pas de justification à la différence de traitement entre, d'une part, les bâtiments scolaires « qui appartiennent à une communauté, une région ou une personne de droit public qui dépend d'une telle institution », et, d'autre part, les bâtiments scolaires qui appartiennent à une autre autorité publique ou à un propriétaire privé.

B.5.2. En immunisant du précompte immobilier les biens immobiliers visés dans l'article 12, § 1^{er}, du CIR 1992, le législateur vise l'affectation d'immeubles à de telles destinations par des autorités publiques et des propriétaires privés qui ne poursuivent aucun but de lucre à cet égard. Cet objectif s'applique indépendamment de l'autorité qui est propriétaire de ces bâtiments.

B.5.3. L'article 2 de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier n'est pas compatible avec le principe d'égalité et de non-discrimination, dans la mesure où il soumet les bâtiments scolaires appartenant à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution à un régime fiscal moins favorable que celui des bâtiments scolaires qui appartiennent à d'autres autorités publiques ou à des particuliers.

B.5.4. Dans chacune des affaires jointes, le moyen unique est fondé.

B.6. Il convient d'annuler l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier en ce que son champ d'application, en visant les immeubles appartenant, « en propriété ou en copropriété, soit à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution », englobe les bâtiments scolaires.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier en ce que son champ d'application, en visant les immeubles appartenant, « en propriété ou en copropriété, soit à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution », englobe les bâtiments scolaires.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 22 mars 2017.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/201810]

Uittreksel uit arrest nr. 40/2017 van 22 maart 2017

Rolnummers 6561 en 6575

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing, ingesteld door de Franse Gemeenschapsregering en door de Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheer van de Brusselse Schoolgebouwen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

De zaak met rolnummer 6561

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 december 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 december 2016, heeft, ingevolge het arrest van het Hof nr. 111/2016 van 14 juli 2016 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 2016), de Franse Gemeenschapsregering, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Lagasse en Mr. G. Ninane, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing.

Op 22 december 2016 hebben de rechters-verslaggevers P. Nihoul en E. Derycke, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

De zaak met rolnummer 6575

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 december 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 december 2016, heeft, eveneens ingevolge het arrest van het Hof nr. 111/2016, de Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheer van de Brusselse Schoolgebouwen, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Vanden Eynde en Mr. L. Delmotte, advocaten bij de balie te Brussel, een tweede beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2 van dezelfde ordonnantie.

Op 18 januari 2017 hebben de rechters-verslaggevers F. Daoût en T. Merckx-Van Goey, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. De beroepen tot vernietiging hebben betrekking op artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing. In de zaak nr. 6575 preciseert de verzoekende partij dat haar verzoekschrift die bepaling « zowel in de vroegere als in de nieuwe redactie ervan » beoogt.

B.1.2. Artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994, zoals gewijzigd bij artikel 14 van de ordonnantie van 18 december 2015 houdende het eerste deel van de fiscale hervorming, in werking getreden op 1 januari 2015, bepaalt :

« In afwijking van artikel 253 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, wordt geen vrijstelling verleend als het onroerend goed in eigendom of medeëigendom toebehoort aan :

1° ofwel een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert;

2° ofwel de federale overheid, een federale instelling van openbaar nut of een federaal autonoom overheidsbedrijf, uitsluitend inzake de eigendommen bedoeld in artikel 63, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ».

Artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994, in de versie die vóór 1 januari 2015 van toepassing was, bepaalde :

« In afwijking van artikel 253 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, wordt vrijstelling van onroerende voorheffing verleend ten belope van 28 procent van het kadastraal inkomen als het onroerend goed in eigendom of medeëigendom toebehoort aan :

1° ofwel een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert;

2° ofwel de federale overheid, een federale instelling van openbaar nut of een federaal autonoom overheidsbedrijf, uitsluitend inzake de eigendommen bedoeld in artikel 63, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ».

Artikel 253 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna : WIB 1992) bepaalt :

« Van de onroerende voorheffing wordt het kadastraal inkomen vrijgesteld :

1° van de in artikel 12, § 1, vermelde onroerende goederen of delen van onroerende goederen;

2° van de in artikel 231, § 1, 1°, vermelde onroerende goederen;

3° van onroerende goederen die de aard van nationale domeingooderen hebben, op zichzelf niets opbrengen en voor een openbare dienst of voor een dienst van algemeen nut worden gebruikt; de vrijstelling is van de drie voorwaarden samen afhankelijk ».

De in artikel 12, § 1, van hetzelfde Wetboek bedoelde goederen zijn :

« [...] onroerende goederen of delen van onroerende goederen gelegen in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte die een belastingplichtige of een bewoner zonder winstoogmerk heeft bestemd voor het openbaar uitoefenen van een eredienst of van de vrijzinnige morele dienstverlening, voor onderwijs, voor het vestigen van hospitalen, klinieken, dispensaria, rusthuizen, vakantiehuizen voor kinderen of gepensioneerden, of van andere soortgelijke weldadigheidsinstellingen ».

B.2.1. De beroepen zijn ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt :

« Voor de Ministerraad, voor de Regering van een Gemeenschap of van een Gewest, voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden of voor iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de dag na de datum van de bekendmaking van het arrest in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.2.2. Door het aannemen van het voormelde artikel 4, tweede lid, heeft de bijzondere wetgever willen beletten dat bepalingen in de rechtsorde behouden blijven wanneer het Hof op prejudiciële vraag heeft verklaard dat zij strijdig zijn met de regels die het Hof moet doen naleven (zie *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-897/1, p. 6).

B.2.3. Uitspraak doende over een beroep tot vernietiging dat is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, kan het Hof dus ertoe worden gebracht de bestreden norm te vernietigen in zoverre het vooraf de ongrondwettigheid heeft vastgesteld in het prejudiciële contentieux.

B.3. Bij zijn arrest nr. 111/2016 van 14 juli 2016 heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre het de schoolgebouwen die toebehoren aan ' een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert ', aan een minder gunstige fiscale regeling onderwerpt dan de schoolgebouwen die toebehoren aan andere openbare overheden of aan particulieren ».

B.4. De verzoekende partijen leiden een enig middel af uit de schending, door de bestreden bepaling, van de artikelen 10, 11, 24 en 172 van de Grondwet. Zij voeren aan dat de bestreden bepaling een discriminerend verschil in behandeling invoert tussen de gemeenschappen, de gewesten en de publiekrechtelijke rechtspersonen die daaronder ressorteren, die niet of slechts gedeeltelijk zijn vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor schoolgebouwen waarvan zij eigenaar zijn, en de andere openbare overheden en inrichtende machten van het vrij onderwijs, die volledig zijn vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor schoolgebouwen waarvan zij eigenaar zijn krachtens de voormelde artikelen 12, § 1, en 253 van het WIB 1992.

B.5.1. Zoals het Hof heeft geoordeeld bij zijn voormelde arrest nr. 111/2016, is er geen verantwoording voor het verschil in behandeling tussen, enerzijds, schoolgebouwen die toebehoren aan « een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert » en, anderzijds, schoolgebouwen die toebehoren aan een andere openbare overheid of aan een private eigenaar.

B.5.2. Door de in artikel 12, § 1, van het WIB 1992 bedoelde onroerende goederen van de onroerende voorheffing vrij te stellen, beoogt de wetgever de bestemming van gebouwen tot dergelijke doeleinden door openbare overheden en private eigenaren die daarbij geen winstoogmerk nastreven. Die doelstelling geldt ongeacht welke overheid de eigenaar van die gebouwen is.

B.5.3. Artikel 2 van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing is niet bestaanbaar met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in zoverre het de schoolgebouwen die toebehoren aan « een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert », aan een minder gunstige fiscale regeling onderwerpt dan de schoolgebouwen die toebehoren aan andere openbare overheden of aan particulieren.

B.5.4. In elk van de samengevoegde zaken is het enige middel gegrond.

B.6. Artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing dient te worden vernietigd, in zoverre het toepassingsgebied, door de gebouwen te beogen « die in eigendom of mede-eigendom [toebehoren] aan ofwel een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert », de schoolgebouwen omvat.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing, in zoverre het toepassingsgebied ervan, door de gebouwen te beogen « die in eigendom of mede-eigendom [toebehoren] aan ofwel een Gemeenschap, een Gewest of een publiekrechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert », de schoolgebouwen omvat.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 22 maart 2017.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/201810]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 40/2017 vom 22. März 2017

Geschäftsverzeichnisnummern. 6561 und 6575

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug, erhoben von der Regierung der Französischen Gemeinschaft und von der «Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 6561

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. Dezember 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. Dezember 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA D. Lagasse und RA G. Ninane, in Brüssel zugelassen, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 111/2016 vom 14. Juli 2016 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Oktober 2016) Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug.

Am 22. Dezember 2016 haben die referierenden Richter P. Nihoul und E. Derycke, in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 6575

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 29. Dezember 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Dezember 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die «Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois», unterstützt und vertreten durch RA J. Vanden Eynde und RA L. Delmotte, in Brüssel zugelassen, ebenfalls infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 111/2016 eine zweite Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 derselben Ordonnanz.

Am 18. Januar 2017 haben die referierenden Richter F. Daoût und T. Merckx-Van Goey, in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1.1. Die Nichtigkeitsklagen beziehen sich auf Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug. In der Rechtssache Nr. 6575 präzisiert die klagende Partei, dass ihre Klage diese Bestimmung «sowohl in der alten als auch in der neuen Fassung» betrifft.

B.1.2. Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994, abgeändert durch Artikel 14 der Ordonnanz vom 18. Dezember 2015 zur Festlegung des ersten Teils der Steuerreform, der am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist, bestimmt:

«In Abweichung von Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 gibt es keine Befreiung, wenn das unbewegliche Gut in Eigentum oder Miteigentum gehört:

1. entweder einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht;

2. oder der Föderalbehörde, einer föderalen gemeinnützigen Einrichtung oder einem föderalen autonomen öffentlichen Unternehmen, nur in Bezug auf Eigentum im Sinne von Artikel 63 § 2 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen».

In der vor dem 1. Januar 2015 anwendbaren Fassung bestimmte Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994:

«In Abweichung von Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 gilt eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug in Höhe von 28% des Katastereinkommens, wenn das unbewegliche Gut in Eigentum oder Miteigentum gehört:

1. entweder einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht;

2. oder der Föderalbehörde, einer föderalen gemeinnützigen Einrichtung oder einem föderalen autonomen öffentlichen Unternehmen, nur in Bezug auf Eigentum im Sinne von Artikel 63 § 2 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen».

Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 (nachstehend: EStGB 1992) bestimmt:

«Vom Immobiliensteuervorabzug befreit ist das Katastereinkommen:

1. in Artikel 12 § 1 erwähnter unbeweglicher Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern,

2. in Artikel 231 § 1 Nr. 1 erwähnter unbeweglicher Güter,

3. unbeweglicher Güter, die die Beschaffenheit nationalen Eigentums haben, selbst ertraglos sind und für einen öffentlichen Dienst oder einen Dienst allgemeinen Interesses genutzt werden; für diese Steuerbefreiung müssen diese drei Bedingungen zusammen erfüllt sein».

Die Güter im Sinne von Artikel 12 § 1 desselben Gesetzbuches sind:

«[...] unbewegliche Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern, die in einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums gelegen sind und die ein Steuerpflichtiger oder Bewohner ohne Gewinnerzielungsabsicht für die öffentliche Ausübung eines Kultes oder des freigeistigen moralischen Beistands, für Unterrichtszwecke, für die Errichtung von Krankenhäusern, Kliniken, Ambulatorien, Altenheimen, Ferienheimen für Kinder oder Pensionierte oder für die Errichtung anderer ähnlicher Wohlfahrtseinrichtungen bestimmt hat».

B.2.1. Die Klagen wurden erhoben auf der Grundlage von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, der bestimmt:

«Eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigkeitserklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wird dem Ministerrat, der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region, den Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen auf Antrag von zwei Dritteln ihrer Mitglieder oder jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt, wenn der Verfassungsgerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 134 der Verfassung erwähnte Regel gegen eine in Artikel 1 erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 erwähnten Verfassungsartikel verstößt. Die Frist läuft ab dem Tag nach dem Datum der Veröffentlichung des Entscheids im *Belgischen Staatsblatt*».

B.2.2. Mit der Annahme des vorerwähnten Artikels 4 Absatz 2 wollte der Sondergesetzgeber verhindern, dass Bestimmungen in der Rechtsordnung bestehen bleiben, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erkannt hat, dass sie im Widerspruch zu den Regeln stehen, deren Einhaltung der Gerichtshof zu überwachen hat (siehe *Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-897/1, S. 6).

B.2.3. Wenn der Gerichtshof über eine aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 eingereichte Nichtigkeitsklage befindet, kann er also dazu veranlasst werden, die angefochtene Rechtsnorm für nichtig zu erklären, insofern er vorher ihre Verfassungswidrigkeit im Vorabentscheidungsverfahren festgestellt hat.

B.3. In seinem Entscheid Nr. 111/2016 vom 14. Juli 2016 hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

«Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern dadurch die Schulgebäude, die ' einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht ' gehören, einer weniger günstigen Steuerregelung unterstellt werden als die Schulgebäude, die anderen öffentlichen Behörden oder Privatpersonen gehören».

B.4. Die klagenden Parteien leiten einen einzigen Klagegrund aus einem Verstoß durch die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10, 11, 24 und 172 der Verfassung ab. Sie machen geltend, dass die angefochtene Bestimmung einen diskriminierenden Behandlungsunterschied herbeiführe zwischen den Gemeinschaften, den Regionen und den ihnen unterstehenden juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die nicht oder nur teilweise vom Immobiliensteuervorabzug in Bezug auf Schulgebäude, deren Eigentümer sie seien, befreit seien, und den anderen öffentlichen Behörden und den Organisationsträgern des freien Unterrichtswesens, die aufgrund der vorerwähnten Artikel 12 § 1 und 253 des EStGB 1992 völlig vom Immobiliensteuervorabzug in Bezug auf Schulgebäude, deren Eigentümer sie seien, befreit seien.

B.5.1. Wie der Gerichtshof in seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 111/2016 erkannt hat, gibt es keine Rechtfertigung für den Behandlungsunterschied zwischen den Schulgebäuden, die «einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht» gehören, einerseits und den Schulgebäuden, die einer anderen öffentlichen Behörde oder einem privaten Eigentümer gehören, andererseits.

B.5.2. Durch die Befreiung der in Artikel 12 § 1 des EStGB 1992 erwähnten unbeweglichen Güter vom Immobiliensteuervorabzug hat der Gesetzgeber Bezug genommen auf die Zweckbestimmung von Gebäuden zu solchen Zielen durch öffentliche Behörden und private Eigentümer, die diesbezüglich keine Gewinnerzielungsabsicht verfolgen. Diese Zielsetzung gilt unabhängig von der Behörde, die Eigentümer dieser Gebäude ist.

B.5.3. Artikel 2 der Ordonnanz vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug ist nicht vereinbar mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, insofern dadurch die Schulgebäude, die «einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht» gehören, einer weniger günstigen Steuerregelung unterstellt werden als die Schulgebäude, die anderen öffentlichen Behörden oder Privatpersonen gehören.

B.5.4. In jeder der verbundenen Rechtssachen ist der einzige Klagegrund begründet.

B.6. Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug ist für nichtig zu erklären, insofern sein Anwendungsbereich durch die Bezugnahme auf unbewegliche Güter, die «in Eigentum oder Miteigentum [...] entweder einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht» gehören, die Schulgebäude umfasst.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. Dezember 1994 über den Immobiliensteuervorabzug für nichtig, insofern sein Anwendungsbereich durch die Bezugnahme auf unbewegliche Güter, die «in Eigentum oder Miteigentum [...] entweder einer Gemeinschaft, einer Region oder einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, die einer solchen Institution untersteht» gehören, die Schulgebäude umfasst.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 22. März 2017.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels